



RE/MAX DU
CARTIER INC.
Courtier
immobilier agréé
Franchisé
indépendant et
autonome de
RE/MAX Québec Inc.



NICOLAS TÉTRAULT, M.Sc.

Agent immobilier affilié
Résidentiel et commercial
1290, Avenue Bernard Ouest, bureau 100
Arrondissement Outremont, Montréal, Québec
H2V 1V9
Téléphone : 514.271.2131
Télécopieur : 514.271.8800
Courriel : ntetrault@remax-ducartier.qc.ca

Place Publique

Plateau Mont-Royal • Jeanne-Mance • Mile-End • Centre-Ville

25 septembre 2004

24 000 exemplaires • 64 800 lecteurs

Vol. XI, no 17 • Gratuit/Free

BIMENSUEL

3e Sommet des citoyens

Le maire Tremblay face à six questions de fond

De gauche à droite : le maire Tremblay, l'animateur Michel Venne et Dimitri Roussopoulos

Cette semaine This week

- **Nouvelles tendances démocratiques : quelques idées – choc**
- **Encore des remous pour Cactus**
- **Referendum in sight for Cedar residents**
- **À découvrir : le Montréal des utopies**

Sauvons le monastère



du Carmel



Par **Andréanne Foucault**

Lors du 3e Sommet des citoyens de Montréal, la plénière du dimanche midi a tenu le maire **Gérald Tremblay** de répondre à six questions de fond, préalablement définies par divers membres de mouvements communautaires. **M. Michel Venne**, journaliste et directeur de l'*Institut du Nouveau Monde*, agissait comme animateur. Voici un résumé succinct de l'assemblée.

Première question : « Monsieur le maire, plus de 250 villes dans le monde ont développé un budget participatif. Trouvez-vous souhaitable de faire la même chose à Montréal? »

Maire Tremblay : « Je souhaite rester fidèle à la pensée de **Abe Limonchik**, premier président de l'UCCIM, qui affirmait : *Quand on s'entend avec les groupes communautaires, on peut réaliser de grandes choses*. Dans cette optique de décentralisation, je crois qu'on peut améliorer la formule actuelle qui prévaut pour l'adoption du budget. Par ailleurs, les citoyens ne participent pas beaucoup à tous les mécanismes de consultation que nous avons mis en place. Je crois donc que les citoyens veulent influencer les décisions mais qu'ils ne veulent pas prendre les décisions. À mon sens, les élus qui sont imputables doivent continuer à voter et à gérer le budget. » VOIR PAGE 2

THE 3RD CITIZEN'S SUMMIT: its meaning and aftermath

DIMITRI ROUSSOPOULOS

Notwithstanding the almost complete blackout of the mass media announcing the 3rd Citizen's Summit on the Future of Montreal, 538 citizens attended and participated in a variety of roundtables and work-

shops on a wide range of subjects related to the theme 'Toward Participatory Democracy – A Citizen Agenda'.

On the Monday after the summit, the mass media carried the usual shallow reports on what happened and why. On the Tuesday, the Gazette published one of its classic banal editorials,

whereby Mr. X told us that 'citizen participation' is not needed, and *Le Devoir*, pontificated that it is difficult to put participatory democracy in place because of a long string of ifs and buts.

Predictably this editorial was based on incomplete information on the participatory budget of Porto Alegre, and it ignored that some two hundred cities are now beginning this experiment with citizen participation, including the City of Ottawa and Toronto. One of the familiar arguments

used here by political soothsayers is that the circumstances of Montreal are so particular that we cannot learn anything from elsewhere, let alone adapt and apply anything new that other intelligent people have developed elsewhere and thus change the way our city works for the better.

What is clear is that any process that democratizes democracy will not get the interest or support of most of the established political and

see page 6



suite de la page 1

LE MAIRE TREMBLAY

Deuxième question : « Comment voyez-vous l'enjeu de la formation démocratique, tant au niveau des élus, des fonctionnaires que des citoyens? »

Maire Tremblay : « La consultation et la participation rencontrent parfois des résistances très profondes dans les attitudes et les comportements. Nous avons créé l'Office de consultation et de participation de Montréal (OCPM) qui a effectué nombre de consultations, entre autres, sur le Plan d'urbanisme et la Charte montréalaise des droits et des responsabilités. Dans un certain nombre de consultations, il nous a bien fallu nous rendre à l'évidence du manque d'intérêt des citoyens. Pour stimuler la participation des citoyens et développer une attitude d'ouverture tant chez les élus que les fonctionnaires, ça prend une vision d'ensemble. Pour les citoyens, la formation passe d'abord par l'information. Ce à quoi veut répondre *Accès-Montréal* et notre site de gouvernement en ligne qui est progressivement mis en service. Pour les fonctionnaires et les élus, nous avons, entre autres, mis en marche un *Chantier sur la démocratie* dont le fonctionnaire responsable est M. Pierre Bélec. Il est justement ici dans cette salle et les projets de ce chantier s'inscrivent dans cette perspective! »

Troisième question : « Pouvez-vous envisager l'abolition du Comité exécutif ou une redistribution de ses pouvoirs vers le Conseil municipal? »

Maire Tremblay : « À titre de gestionnaire public, nous avons la responsabilité d'être efficace et transparent. À Toronto, où il n'y a pas de Comité exécutif, 85 % des décisions portent sur des projets ou des dépenses de moins de 500 000\$ et elles sont prises par des fonctionnaires. Est-ce ça que vous voulez? Une Ville gérée par des fonctionnaires? J'ai personnellement tout fait pour tenir les séances du Comité exécutif en public : j'ai programmé les sessions le matin, le soir, sur Internet... Le taux de participation est toujours aussi faible... Je me permets aussi de vous rappeler que toutes les décisions du Comité exécutif sont sur le fil de presse à peine une heure après la tenue de la réunion. Donc tout le monde peut en être informé presque instantanément et réagir rapidement.

Quatrième question : « Que pouvez-vous faire pour que la fonction publique reflète la diversité ethnique montréalaise? »

Maire Tremblay : « Nous avons beaucoup de travail à faire pour favoriser l'intégration des femmes, des minorités visibles, des minorités ethniques et des autochtones dans la fonction publique. J'ai personnellement demandé que 1 000 personnes issues de ces minorités soient embauchées par la Ville d'ici trois ans. Il y a des secteurs comme la Police et la Société de transport où leur représentation est devenue acceptable. J'attends un portrait plus précis de la situation au mois d'octobre. En ce qui concerne les nominations faites par la Ville de Montréal, par exemple à des conseils d'administration, je vais m'assurer qu'on utilise la banque de candidatures des personnes issues des communautés culturelles. Je vais insister pour que nous atteignons des résultats concrets rapidement. »

Cinquième question : « Comment concilier certaines priorités toutes plus importantes les unes que les autres, telles Montréal, métropole de culture, de savoir et de développement durable? »

Maire Tremblay : « Nous sommes souvent confrontés à des gros débats quand il s'agit d'allouer les ressources. Et il arrive aussi des situations de crise, comme celle des nids-de-poule qui a exigé des transferts de fonds non

prévus. Mais il reste que nous accordons la priorité à la culture qui est génératrice de richesses et de rayonnement international; par exemple avec la création du *Quartier des spectacles* et la revitalisation des rues St-Laurent et Ste-Catherine. En ce qui concerne Montréal, ville de savoir, je suis très insatisfait de constater que le taux de diplomation de nos jeunes est extrêmement faible. Sur ce chapitre, Montréal se classe 19^e sur 26 grandes villes au monde. Pour ce qui est de Montréal, ville de développement durable, je suis très fier de plusieurs de nos décisions : nous avons banni les pesticides sans attendre l'autorisation ou l'incitation du gouvernement provincial ou fédéral. Nous avons aussi créé un fonds pour la protection ou l'acquisition d'espaces verts et bleus totalisant la somme de 36M\$. Et comme notre réseau d'aqueduc a bien besoin de restauration, nous allons y investir 10 milliards\$ au cours des 10 prochaines années.

Sixième question : « L'Accord général sur le commerce des services (AGCS), lancé par l'Organisation mondiale du commerce (OMC),

a fait naître le mouvement de contestation ATTAC ou *Association pour la taxation des transactions financières pour l'aide aux citoyens* ainsi que l'émergence de Zones non-AGCS. Plusieurs villes canadiennes se sont déclarées Zones non-AGCS, entre autres, Vancouver, Yellowknife, Red Deer, Toronto, Ottawa, Regina et Halifax. En France, 500 communes sont aussi devenues Zones non-AGCS. Voulez-vous une résolution de Zone non-AGCS pour Montréal? »

Maire Tremblay : « On assiste présentement à une abolition des États-Nations et à l'installation de blocs de capitaux mondiaux qui ont la prétention de faire la synthèse entre les citoyens et le capital. Je crois qu'il faut freiner cette tendance et, à l'exemple du Plateau Mont-Royal qui s'est déclaré Zone non-AGCS, je suis en faveur de l'adoption rapide d'une telle résolution par le Conseil municipal. »

Sur cette réponse, le maire Tremblay a reçu de la salle où se trouvaient quelques centaines de personnes une ovation vibrante, soutenue et sans équivoque ! 

VISION MONTRÉAL

Cyclisme et sécurité vont de pair

Les pistes cyclables jouissent d'une grande popularité à Montréal. Depuis une vingtaine d'années, le vélo a pris une place incontournable dans notre vie urbaine.

Comme notre ville se prête aussi à la promenade à pied, il arrive souvent que piétons et cyclistes empruntent les mêmes circuits. Cela est particulièrement visible dans les parcs où passe le réseau des pistes cyclables.

De plus, l'arrondissement du Plateau Mont-Royal possède l'une des plus fortes proportions de cyclistes et d'artères encombrées sur l'île de Montréal ainsi que la plus forte densité de population.

Il importe donc d'accorder une attention particulière à la cohabitation qu'engendre la présence d'un aussi grand nombre de personnes et de véhicules dans notre milieu.

Pensons aux piétons qui traversent les rues sans tenir compte des feux de circulation, au risque de se faire happer par une voiture ou de provoquer un accident; pensons également au comportement délinquant d'un trop grand nombre de cyclistes pour qui l'arrêt obligatoire n'est qu'une idée abstraite.

C'est dans cette perspective qu'au mois de juin dernier, la conseillère du district de Laurier a demandé à ce que l'on resserre les mesures de sécurité sur la piste cyclable de la rue Brébeuf et qu'un panneau d'arrêt obligatoire soit installé par l'arrondissement à l'angle de la rue Gilford : une proposition que les conseillers Michel Prescott et Helen Fotopulos ont rejetée du revers de la main, sans explication. Ce refus apparaît aberrant lorsque l'on songe au nombre d'incidents et d'accidents survenus ces dernières années à cet endroit.

La Ville de Montréal a annoncé en début d'été qu'une somme de 400 000\$ allait être dégagée pour améliorer la sécurité sur nos pistes cyclables. Qu'attend-t-on pour investir dans l'ajout de feux de circulations ainsi que dans une campagne visant à promouvoir le civisme sur deux roues? Nous devons mettre sur pied un plan complet visant à améliorer la sécurité des piétons, des cyclistes et des automobilistes.

Une protection pour le Carmel

Faut-il appuyer la coalition d'organismes communautaires, avec Action Solidarité Grand Plateau (ASGP) en tête, qui a commencé à se mobiliser pour que la vente du couvent des Carmélites, un site exceptionnel, soit différée?

Quoi qu'il advienne, il faut que ce site exceptionnel fasse l'objet d'une discussion sur la place publique puisqu'il s'agit d'un lieu qui fait référence à l'expression religieuse de plusieurs générations de Montréalaises et de Montréalais...



Pierre Bourque, chef du parti
Tél. : 861-4455
info@visionmtl.com



Christine Poulin, conseillère
district de Laurier
Tél. : 872-9627
christinepoulin@ville.montreal.qc.ca

www.visionmtl.com

PlacePublique

Place Publique est publié avec le soutien de la SODECM et grâce à la généreuse collaboration de bénévoles de la communauté. Le journal est un véhicule d'information destiné à faire connaître notre communauté, à susciter la réflexion et la discussion ainsi qu'à encourager l'action sur notre présent et notre avenir. Pour ce faire, nous sommes guidés par l'écologie sociale.

Place Publique n'est pas responsable du contenu de ses annonces publicitaires qui ne correspondent pas à sa philosophie éditoriale.

Place Publique is published with the help of SODECM, a non-profit corporation, and relies on the generous assistance of volunteers from the community. The newspaper is published as a tool to disseminate information, learn more about each other, and help bring us together to discuss and act upon our present and future. In this we are guided by social ecology.

Place Publique is not responsible for the content of its advertisements; nor do they necessarily represent its philosophy.

Politique de traduction

Place Publique est un journal bilingue. La proportion d'articles en anglais et en français reste toutefois soumise aux aléas de la production (collaborations, disponibilité des traducteurs, etc.)

TRANSLATION POLICY

Place Publique is a bilingual newspaper. The proportion of English and French articles relies completely on the resources available to the editorial team i.e. collaborators, volunteers, translators, etc.

Chargée de projet/Managing editor

Andréanne Foucault

Directeur artistique/Art director

David LeBlanc

Journalistes/Journalists

Andréanne Foucault, Wayne Hiltz, Sebastien Dumont

Photographes/Photographers

Denis Gaumont, Geneviève Boisjoly

Traduction/Translation

Micheline Lavigne

Publisher/Éditeur

for/pour SODECM

Dimitri Roussopoulos

MARKETING - ADMINISTRATION

Directrice des ventes/Sales director

Julie Synnott

Ventes/Sales

Denis Gaumont, Khadija Chouggar

Impression/printer

Hebdo Litho

Distribution

Distribution porte-à-porte par Publi-Sac, incluant plus de 400 points de dépôt.

Veillez noter que le courriel de Place Publique est maintenant le même que pour la publicité:

844-6917 - pmarketing@bellnet.ca

CP 473, Succ. Place du Parc, Montréal H2X 4A5

tel : 844-6917

Place Publique email : pmarketing@bellnet.ca

www.urbanecology.net

www.ecologieurbaine.net

All contents © Place Publique, 2004

Reproduction des articles permise avec mention de la source.

Reproduction of the articles permitted with mention of the source.

Tirage : 24 000 exemplaires. 64 800 lecteurs.

DATE DE PARUTION : 25 septembre 2004

Prochaines parutions / next issues:

9 et 30 octobre 2004

Date pour la publicité / advertising deadline:

6 et 26 octobre 2004



Cette publication reçoit une aide financière du programme de soutien aux médias communautaires. This publication is made possible with financial aid from programme de soutien aux médias communautaires.

ERRATA

Dans notre édition du 21 août dernier, en page 3, nous avons malencontreusement affirmé que M. Jean-François Viau, président de l'Office de consultation publique de Montréal (OCPM) avait déjà été conseiller municipal. Nous aurons dû dire qu'il a été député libéral à l'Assemblée nationale de 1984 à 1985. Toutes nos excuses Monsieur Viau !

3e Sommet des citoyens

Quelques idées-choc pour démocratiser la démocratie

ANDRÉANNE FOUCAULT

Le 3e Sommet des citoyens a attiré 538 participants au cours du week-end du 17 septembre dernier. La plénière du vendredi soir a réuni des citoyens du Canada, d'Europe et d'Amérique du Sud, tous désireux d'attiser et de renforcer le pouvoir des citoyens dans les diverses instances décisionnelles. Voici quelques idées-choc lancées par nos brillants pannellistes !

Gustave Masssiah, ingénieur, économiste, enseignant à l'École d'architecture de Paris et vice-président d'ATTAC-France : « La société mondiale est anti-démocratique; il existe des inégalités sociales dans chaque pays et entre les pays. Il y a également des inégalités écologiques entre les diverses régions du monde. Parallèlement à la mondialisation économique, on assiste à la montée des sécurismes nationaux. Mais la démocratie locale est une authentique manière de construire la démocratie mondiale. »

Gil Courtemanche, journaliste et auteur : « Nous sommes une société dyslexique car nous sommes amputés de la gauche. Notre gauche (qu'on retrouve surtout dans les groupes communautaires) est marginalisée du fait qu'elle n'est pas représentée par des porteurs crédibles, ni engagée dans une véritable lutte pour le pouvoir. »

Judy Rubick, auteure de *Imagine Democracy* et directrice de la Chaire sur la justice sociale et la démocratie de l'Université Ryerson de Toronto : « Pour démocratiser la démocratie, il faut commencer par démocratiser les diverses administrations gouvernementales. Toutes les commissions, les conseils et les comités doivent être remplis à ras bord par les utilisateurs des services et les citoyens. »

De gauche à droite : Gustave Masssiah, Gil Courtemanche, Judy Rubick, Silvio Caccia Bava, et Anne Latendresse

Silvio Caccia Bava, directeur de l'Institut Polis, Brésil : « Il faut politiser le social et socialiser le politique. Au Brésil, plus de 200 villes ont adopté un budget participatif et il existe 27 000 conseils de gestion publique qui sont des espaces de concertation où on discute des questions fondamentales comme les droits des enfants, l'assistance sociale, etc. C'est dans les villes qu'on peut démocratiser la démocratie, sortir de la passivité et acquérir la *citoyenneté active* qui permet de définir notre vie collective et publique. »

Anne Latendresse, professeure de géographie sociale à l'UQAM, membre de la SodectM et d'Alternatives : « À Montréal, nous sommes dans une situation paradoxale. Certains groupes communautaires agissent comme intermédiaires



entre l'État et les citoyens. Et ceux qui offrent des services se substituent à la mobilisation directe des citoyens. Par ailleurs, les autorités municipales consultent les citoyens, mais les décisions appartiennent seulement aux élus. Le mélange des forces communautaires et consultatives crée une forme artificielle de consensus. De cette façon, on nie le conflit social. Mais le conflit social peut être porteur de changements positifs et on ne doit pas le nier, ni chercher à l'étouffer. On doit plutôt en utiliser le très riche potentiel créateur ! » PP

Conseil du Plateau

Une convergence s'amorce autour du Carmel

ANDRÉANNE FOUCAULT

Le Conseil du Plateau, tenu le 7 septembre dernier, a gravité principalement autour de la vente du Carmel. La pression monte dans ce dossier, alors que les religieuses semblent de plus en plus pressées de se départir de leur propriété. Pourtant ce projet de vente à un promoteur privé remonte déjà à l'année 2003, alors que les Carmélites avaient informé le maire Tremblay de leurs intentions. On s'interroge donc sur la passivité de nos élus face à un site patrimonial de tout premier ordre.

Lors du Conseil d'arrondissement, plusieurs membres d'associations sont venus demander à la mairesse Fotopulos d'exercer un leadership de bon aloi, une requête tout à fait justifiée puisque l'*Énoncé d'orientation pour la Politique du patrimoine à la Ville de Montréal* (2004) établit clairement ses principes à ce chapitre : « Favoriser la conservation, la mise en valeur et l'interprétation des patrimoines montréalais dans une perspective de développement durable et d'inclusion; rendre ces patrimoines accessibles aux citoyens et aux visiteurs; transmettre ces patrimoines aux générations futures. »

Ce sont d'ailleurs ces principes de base que Mme Lorraine Decelles, présidente d'*Action Solidarité Grand Plateau* (ASGP), est d'abord venue rappeler à la mairesse Fotopulos. Mme Decelles a poursuivi en demandant à Mme Fotopulos de recruter la coopération de la ministre de la Culture, Mme Line Beauchamp, ainsi que celle de la responsable du patrimoine à la Ville de Montréal, Mme Francine Sénécal. La coalition ainsi formée travaillerait à préserver l'intégrité du site et, de concert avec les groupes communautaires, à le transformer en bien public en le dotant « d'une nou-



André-Bernard Guévin

velle vocation à la hauteur de son prestige». Mme Decelles a terminé en demandant : « Madame Fotopulos, êtes-vous prête à nous accompagner dans cette démarche? »

Une autre intervenante, Mme Fulvia Spadari, également de l'ASGP, a, quant à elle, mentionné un rapport datant de décembre 2002 et commandé par la Ville de Montréal et le ministère de la Culture. Sous la direction de l'historienne Hélène Bourque, ce rapport intitulé *Synthèse historique et évaluation patrimoniale des ensembles conventuels de Montréal* faisait état du Carmel comme d'un véritable « trésor ». Donc, le temps des tergiversations, des doutes et des interrogations est révolu : la valeur du site est reconnue officiellement par des experts et la protection du Carmel s'inscrit, de toute évidence, dans la politique patrimoniale de Montréal. « Les études sont déjà faites, a lancé Mme Spadari, il n'est pas normal que ce site ne soit pas déjà protégé. Il faut que le gouvernement du Québec et la Ville de Montréal s'unissent pour redonner ce trésor à la communauté. »

Pour sa part, le coordonnateur de l'*Association des résidentes et des résidents du Plateau* (ARRP), M. André-Bernard Guévin, a rappelé à



Lorraine Decelles



Fulvia Spadari

À gauche : Lorraine Decelles, présidente de l'ASGP : « La politique patrimoniale de la Ville prévoit favoriser la conservation et la mise en valeur des patrimoines montréalais. »

À droite : Fulvia Spadari de l'ASGP : « Une étude historique menée par le ministère de la Culture qualifie le Carmel de trésor. »

En bas : André-Bernard Guévin de l'ARRP : « Il faut une convergence de toutes les instances politiques pour sauver le Carmel. »

Mme Fotopulos un autre passage de l'*Énoncé d'orientation pour la politique du patrimoine à la Ville de Montréal* où il est spécifiquement question de leadership : « Il est recommandé que, dans le cadre de sa politique patrimoniale, la Ville de Montréal fasse preuve d'un leadership exemplaire relativement à tous les aspects de la conservation et de la mise en valeur du patrimoine naturel et culturel, matériel ou immatériel, à savoir ceux reliés à la valorisation, la sensibilisation, l'appropriation, la conservation et la gestion. » M. Guévin a, lui aussi, conclu qu'il fallait une convergence de toutes les instances politiques responsables du patrimoine pour sauver le

Carmel.

Quelque peu ébranlée par une détermination aussi claire des organismes du milieu, Mme Fotopulos a d'abord semblé vouloir ménager la chèvre et le chou, arguant ou bien de la bonne réputation du promoteur et du « caractère privé de la transaction », ou encore de ses diverses interventions auprès de l'archevêché de Montréal. Mais, finalement, elle a déclaré : « Je suis prête à m'associer à d'autres instances pour trouver une solution. Je peux assurer le leadership au niveau de l'arrondissement ! »

Merci madame Fotopulos ! Nous vous prenons au mot et nous comptons sur vous ! » PP

3e Sommet des citoyen(ne)s

Vers la démocratie participative – Un agenda citoyen



3rd Citizen's Summit

Toward Participatory Democracy – A Citizen Agenda

*600 citoyen(ne)s participent à un important sommet
600 citizens attend summit*



TOUTES LES PHOTOS : GENEVIEVE BOISJOLY

Clément Schreiber et Luc Denis.

Les musiciens
Darryn Grandbois,
Mike O'Brien et
Sébastien Pelletier.



Musicians Darryn
Grandbois, Mike
O'Brien and
Sébastien Pelletier.



Des ateliers/workshops

De nombreux autres sujets de discussion

On many other subjects



Dimitri Roussopoulos et Monique Simard ouvrent le 3e Sommet des citoyen(ne)s

Dimitri Roussopoulos et Monique Simard open the 3rd Citizens' Summit





Un budget participatif pour Montréal
 Maggie St-Georges, Martine Blanc et Lorraine Guay.

A Participatory Budget for Montreal



Vers la démocratie participative
 Laurence Bhérier, Winnie Frohn, Claude Béland, Gil Courtemanche, Gustave Massiah et Silvio Caccia Bava.

Toward Participatory Democracy



Accès à l'égalité
 Marie-Thérèse Chicha, Pierrette Bourgeois, Josianne Moisan, Jérôme Di Giovanni et Arlindo Vieira.

Seeking Equality



Parler démocratie est parfois source de plaisir
 Gérald Tremblay, Michel Venne et Dimitri Roussopoulos.

Talking Democracy can also be fun



Table ronde – Au-delà du déficit démocratique des villes
 Helen Fotopulos, Janet Conway, Ghislaine Sathoud, Clive Doucet, Marvin Rotrand et Neil Monckton.

Roundtable – Beyond the Democratic Deficit in Cities



Le déménagement de *Cactus* crée bien des remous dans Ville-Marie

Bilan d'une séance mouvementée

SÉBASTIEN DUMONT

Le 7 septembre dernier, les élus de l'arrondissement Ville-Marie ont adopté en deuxième lecture un projet de règlement modifiant les conditions d'installation ou de relocalisation d'organismes communautaires oeuvrant auprès des clientèles marginales du secteur.

Proposé dans la foulée des controverses générées par le projet de déménagement de *Cactus*, organisme venant en aide aux toxicomanes, ce règlement aura pour effet de permettre une consultation publique pour tout projet semblable.

Selon Pierre Gaudreau, président du Réseau d'aide aux personnes seules et itinérantes de Montréal, ce règlement donnera aux citoyens l'occasion de venir dire « pas dans ma cour ». De plus, il viendra mettre des bâtons dans les roues d'organismes reconnus pour réduire la tension dans l'espace public et améliorer la condition de vie des personnes itinérantes.

À cela, Claudette Demers-Godley, directrice générale intérimaire du *Y des femmes de Montréal* rajoute que c'est le processus ayant mené à ce règlement qui choque, plutôt que le règlement lui-même. Elle soutient que les élus ont pratiqué une politique d'exclusion en ne tenant pas compte de l'opinion des groupes communautaires lors de ce qu'elle a qualifié de « fausses consultations publiques ».

De leur côté, les élus municipaux disent comprendre et respecter les craintes des citoyens et des organismes communautaires. Ils soutiennent que l'objectif principal de ce règlement est de créer une procédure transparente afin de bien informer la population sur les impacts de la présence de tels organismes dans l'arrondissement. Affirmant travailler sans relâche depuis plusieurs mois sur ce

dossier, les membres du Conseil d'arrondissement ont unanimement pris l'engagement de poursuivre les démarches jusqu'à ce qu'une entente soit trouvée.

Cohabitation dans le Quartier des spectacles

Dans un autre ordre d'idées, M. Sylvain Lapointe, citoyen de l'arrondissement, a manifesté son inquiétude face au possible déplacement des populations marginales suite à l'avènement du Quartier des spectacles. « Les itinérants ne vont certainement pas prendre un abonnement au TNM » a-t-il mentionné. Le conseiller Robert Laramée a répliqué que le but du Quartier des spectacles n'est pas de chasser les itinérants de cette partie de la ville. Au contraire, des investissements importants et une collaboration avec des organismes communautaires sont prévus afin de pallier à la situation.

Des toilettes publiques au centre-ville

Durant la période estivale, une multitude d'événements se succèdent au centre-ville. Il peut parfois être difficile de trouver des toilettes lorsque le besoin s'en fait sentir, la plupart des commerçants ayant pris l'habitude de verrouiller les portes de leurs toilettes en y affichant la mention « pour clients seulement ». C'est après avoir vu, à plusieurs reprises, des personnes utiliser les arbustes de son terrain en guise de toilettes que M. Rosario Demers est venu proposer l'installation de toilettes publiques entretenues par la Ville, une alternative aux toilettes portatives dont l'usage peut s'avérer une expérience parfois pénible. Les élus ont pris note de cette suggestion. **PP**

Un référendum en vue pour l'avenue Cedar

Les résidents de l'avenue Cedar, opposés au projet d'implantation d'un immeuble de 75 unités résidentielles, ont réussi avec succès leurs démarches pour atteindre le nombre de 114 signatures requises lors d'un second registre qui a eu lieu le 15 septembre 2004. Les citoyens ont obtenu un total de 117 signatures. Au prochain Conseil d'arrondissement de Ville-Marie, soit le 5 octobre 2004 à 19 heures, les élus devront voter pour la tenue d'un référendum ou pour le retrait du projet.

Referendum in sight for Cedar avenue

Cedar avenue residents, opposed to the construction of a 75 unit residential building on Cedar Avenue, succeeded in their efforts to obtain 114 signatures at a municipal register that took place on September 15, 2004. The citizens obtained a total of 117 signatures. At the next Ville-Marie Borough council, to be held on October 5, 2004 at 7:00 p.m., elected officials will have to vote in favour of a referendum or to completely withdraw the project as is.

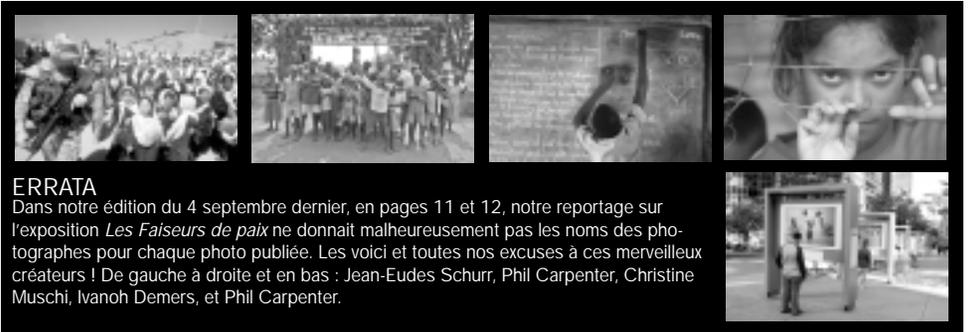
cont. from page 1

3RD CITIZEN'S SUMMIT

economic elite. The journalists in this city are no help either in fairly informing a hungry citizenry of what are the real issues. These two editorials, nevertheless, are reluctant admissions on the part of the editorialists that our political system is flawed and that there are articulate critics out there that are promoting alternatives. This is a cause for worry for them and now for the first time they have to deal with the source of these new ideas, by a new generation of citizens who want to re-define citizenship.

All this means that we have to deepen our commitment to carry on. The 3rd Citizen Summit was about civic education. It was an exercise in self-education on what the parameters of a renewed civil society could be like. It was an exercise in mutual education, sharing experiences from neighbourhoods across this city, and from other cities. It was an opportunity to network with like-minded people, bracing ourselves through bonding for the long road ahead. During the last session of the summit, a Citizen Agenda was deposited and debated. In the weeks ahead a revised version will be circulated widely for public discussion.

The 3rd Citizen's Summit was a challenge to the morally corrupting disease of cynicism, not by big doses of high flying idealism but by a realistic admission that our civil society has serious problems, an outdated urban political system, where most politicians work on a day to day basis denying that we are in trouble. The fact that so many Montrealers took off a beautiful fall weekend to attend this summit means something important. **PP**



ERRATA

Dans notre édition du 4 septembre dernier, en pages 11 et 12, notre reportage sur l'exposition *Les Faiseurs de paix* ne donnait malheureusement pas les noms des photographes pour chaque photo publiée. Les voici et toutes nos excuses à ces merveilleux créateurs ! De gauche à droite et en bas : Jean-Eudes Schurr, Phil Carpenter, Christine Muschi, Ivanoh Demers, et Phil Carpenter.

Portes ouvertes et séance d'information
pour l'année scolaire 2005-2006

Vivre ensemble des aventures théâtrales
École secondaire Saint-Louis

Jeudi 7 octobre 18h à 21h

Profil interprétation et profil production

La seule école à vocation particulière en

art dramatique au Québec

38, avenue Fairmount Est, Montréal H2T 1C9 Tél. : 514-596-5795

Consultez la fiche école: www.csdm.qc.ca
(cliquez Établissements scolaires, puis Secondaire)

Commission scolaire de Montréal

SEARS

Le Centre Contacts Clients Sears
Une place de choix !... Pour les gens qui ont la passion du client!!!

Postes saisonniers d'agents contacts clients
Excellentes possibilités de permanence à la fin du contrat

Horaire : Jour entre 7h00 et 17h00
Soir entre 14h00 et 23h00
Nuit de 23h00 à 7h00

Perspectives de carrière intéressante et atmosphère de travail stimulante

Salaire de base compétitif, gratifications et nombreux avantages!!!

Sears Canada Inc.
3075, boul. Thimens, dept. 583
Ville St-Laurent, Qc
H4R 1Y3

Télécopieur : (514) 335-3070 Courriel : former@sears.ca



MONT-ROYAL

le plateau

www.ville.montreal.qc.ca/plateau

RAPPORT DE LA MAIRESSE SUR LA SITUATION FINANCIÈRE DE L'ARRONDISSEMENT DU PLATEAU-MONT-ROYAL

Présenté lors de la séance spéciale du conseil d'arrondissement du mardi 7 septembre 2004

Citoyens et citoyennes,
Collègues du conseil d'arrondissement,
Mesdames, Messieurs

Conformément à la loi, je dépose aujourd'hui le rapport sur la situation financière de l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal. Il me fait grandement plaisir de vous présenter les informations suivantes :

Les résultats financiers pour l'année terminée le 31 décembre 2003;
Les indications préliminaires quant aux résultats de l'exercice financier de l'année 2004;
Les dépenses en immobilisations pour l'année 2004;
Les grandes orientations du budget de fonctionnement 2005 et celles du programme triennal d'immobilisations 2005-2007.

Toujours en vertu de la loi, je dépose également la liste de tous les contrats octroyés depuis le 1^{er} janvier 2004 comportant une dépense de 25 000 \$ ou plus et les contrats de plus de 2 000 \$ conclus avec un même cocontractant qui totalisent 25 000 \$ ou plus.

LES RÉSULTATS FINANCIERS AU 31 DÉCEMBRE 2003

Au 31 décembre 2003, l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal a enregistré un léger déficit de 84 600 \$ par rapport à une dotation nette de 43 M \$. La gestion rigoureuse, le contrôle strict des dépenses et une conjoncture économique favorable ont permis à l'arrondissement de respecter ses prévisions budgétaires et même de générer des revenus supérieurs à la somme prévue au budget. Cependant, certaines corrections de fin d'année apportées par le Service des finances, la participation à l'équilibre budgétaire de l'année 2004 et l'imputation de charges corporatives, ont fait en sorte que l'exercice 2003 s'est soldé par un déficit.

LES INDICATIONS PRÉLIMINAIRES QUANT AUX RÉSULTATS DE L'EXERCICE FINANCIER 2004

Selon les données mises à notre disposition à cette date, il est prévu que l'équilibre budgétaire soit atteint en 2004. Les faibles précipitations de neige enregistrées au cours du dernier hiver conjuguées à une hausse des revenus générés par l'émission des permis de construction et de modification ont contribué à l'atteinte de ces résultats.

Cependant, comme à chaque année, les états financiers de la Ville de Montréal seront déposés vers la fin mars, ce qui nous permettra alors d'avoir un portrait plus juste de la situation.

Avec les résultats connus à ce jour, il m'est possible de confirmer que nos principaux objectifs seront atteints. Retenons entre autres les éléments suivants :

- La diversification des moyens de communication avec les citoyens :
 - par l'implantation du site internet très convivial;
 - par la mise sur pied de comités de travail avec les citoyens.
- L'amélioration de la propreté des ruelles.
- Le renforcement des interventions sur les graffitis, les tags et l'affichage sauvage.
- La poursuite du plan de développement durable avec la réalisation de projets tels que :
 - le comité de bon voisinage;
 - la collecte sélective par sacs;
 - le projet de centre de compostage communautaire, en partenariat avec l'université McGill;
 - la journée « En ville, sans ma voiture ».

- Les efforts soutenus en matière de verdissement.
- Le soutien à la réalisation de plus de cent (100) événements publics, dont les festivités entourant le passage de la Flamme olympique.
- La réalisation de plus de quatre-vingt (80) événements culturels, dont une première au chalet du parc La Fontaine.
- Le réaménagement géométrique de certaines rues pour en améliorer la sécurité et la fluidité.
- L'intégration au Chapitre d'arrondissement du Plan d'urbanisme des grandes orientations retenues lors du débat public.
- La mise en place, sur l'ensemble du territoire, de mesures visant à contrôler l'implantation et l'intégration architecturale des bâtiments.
- Le maintien et l'amélioration de la qualité des logements locatifs dans l'arrondissement en poursuivant l'inspection des immeubles de 12 logements et plus.

LES DÉPENSES EN IMMOBILISATIONS POUR L'ANNÉE 2004

En ce qui a trait aux dépenses en immobilisations pour l'année 2004, nous prévoyons, en date d'aujourd'hui, des dépenses de 8,2 M \$. Il faut se rappeler que le conseil municipal a décidé de reporter, en 2004, le budget non utilisé du programme triennal d'immobilisations 2003. C'est donc une somme de 2,5 M \$ qui s'est ajoutée au budget de 5,7 M \$ adopté par le conseil d'arrondissement.

Le montant d'investissement prévu au budget de 2004 a permis d'entreprendre, entre autres, la réalisation des projets suivants :

- D'importants travaux d'amélioration du réseau routier sur près de 4,9 km de chaussées et de trottoirs, dans le cadre du programme de réfection routière.
- D'importants travaux de réaménagement de parcs de quartier : Albert-Saint-Martin, De Bullion, Sir-Wilfrid-Laurier, Alphonse-Télesphore-Lépine, Devonshire et University Settlement, pour respecter les nouvelles normes d'aménagement des aires de jeux et des espaces verts ainsi que pour mieux répondre aux demandes des usagers.

- La reconstruction des égouts sur les rues Henri-Julien, Bordeaux et Berri.
- La réfection complète de la toiture de l'aréna Saint-Louis.
- Le maintien en état du parc de véhicules par le remplacement de certains équipements utilisés pour les activités de nettoyage et d'entretien des espaces verts.

LES GRANDES ORIENTATIONS DU BUDGET DE FONCTIONNEMENT 2005 ET CELLES DU PROGRAMME TRIENNAL D'IMMOBILISATIONS 2005-2007

La gestion budgétaire de l'arrondissement comportera de nombreux défis en 2005. En effet, l'application de la loi 33 donnera de nouveaux pouvoirs à l'arrondissement, notamment l'obligation de faire un budget équilibré, le pouvoir d'ester en justice, le pouvoir de taxation et l'adoption des règlements d'emprunt.

Depuis plusieurs semaines déjà, le budget 2005 est en préparation. Nos gestionnaires ont procédé à l'analyse exhaustive de chacune des directions et de tous les postes budgétaires. Le budget que nous déposons aujourd'hui, soit une dotation nette de l'ordre de 47,9 M \$, tient compte des nouvelles responsabilités dévolues à l'arrondissement, assure le maintien des services à la population et surtout, respecte la capacité de payer des citoyens.

Du côté des dépenses en immobilisations, nous souhaitons poursuivre sur la même lignée qu'en 2004 en investissant près de 4,6 M \$ dans l'amélioration du réseau routier, le réaménagement des parcs de quartier, la réfection d'installations et l'acquisition de matériel roulant et d'équipements dédiés aux opérations. Il est à noter que la réhabilitation des conduites d'aqueduc et d'égouts relève maintenant de la compétence du conseil de la ville et qu'une somme de 987 000 \$ a été retirée de notre enveloppe budgétaire.

En conclusion, je tiens à vous rappeler que l'engagement des élus et de tout le personnel de l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal est toujours d'offrir les meilleurs services aux meilleurs coûts, en plaçant le citoyen au centre de nos préoccupations.

La mairesse de l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal
HELEN FOTOPULOS

Le Montréal des utopies...



ANDRÉANNE FOUCAULT

Il y en avait quatre. Quatre passionnés d'histoire et de justice sociale. Quatre passionnés de Montréal. Le dimanche 12 septembre dernier, à bord d'un vieil autobus scolaire, ils nous ont fait vivre un merveilleux voyage, à travers fières avenues ou ruelles apparemment dénuées d'intérêt, ou encore, dans le silence majestueux du cimetière. Tour à tour comédiens gracieux et touchants dans leurs dentelles, leurs chapeaux et leurs falbalas, ou encore guides touristiques et brillants pédagogues, Bernard Vallée, Sylvie Trudel, Philippe Couture et Catherine Browne, du collectif d'animation urbaine *L'Autre Montréal*, nous ont baladé dans le Montréal des utopies, un Montréal dont plusieurs ne soupçonnent même pas l'existence...

C'était l'un des quelques 70 circuits de découverte urbaine proposés par cet organisme qui, depuis 20 ans, poursuit sa mission d'éducation à la citoyenneté par un biais original et d'une étonnante efficacité. Lors du circuit *Le Montréal des utopies*, une douzaine de personnages nous ont interpellés,

nous ont captivés, nous ont enthousiasmés. Ils nous ont lancé les cris du cœur de la démocratie, ces cris trop longtemps réprimés dans les diverses périodes de notre «grande noirceur»!

À travers leurs récits, nous avons découvert des êtres souvent héroïques qui mériteraient de prendre leur juste place dans nos livres d'histoire : Idola Saint-Jean, militante féministe de la première heure, Joseph Schubert, syndicaliste et leader du parti ouvrier, Herbert Brown Ames, industriel philanthrope, Henri Gagnon, squatteur à l'origine des politiques sociales en habitation, Irma Levasseur, première femme médecin au Québec, cofondatrice de l'hôpital Ste-Justine et plusieurs autres...

Par une sorte d'alchimie moderne, ce happening historique et théâtral crée un

nouveau et merveilleux sentiment d'appartenance à notre ville. Tous ceux qui vibrent à la fibre communautaire peuvent enfin s'identifier à des ancêtres qui ont ouvert les sentiers de la liberté, de la démocratie et de la justice sociale. Et c'est bel et bien l'objectif que poursuit *L'Autre Montréal*: «Connaitre le passé éclaire les enjeux du présent et stimule l'engagement dans le devenir de la cité», déclarait au début du voyage Bernard Vallée, concepteur du circuit et l'un des principaux artisans de l'organisme. Pari lancé, pari tenu! Le bonheur

À gauche : Quelques-uns des personnages qu'a fait revivre *L'Autre Montréal*

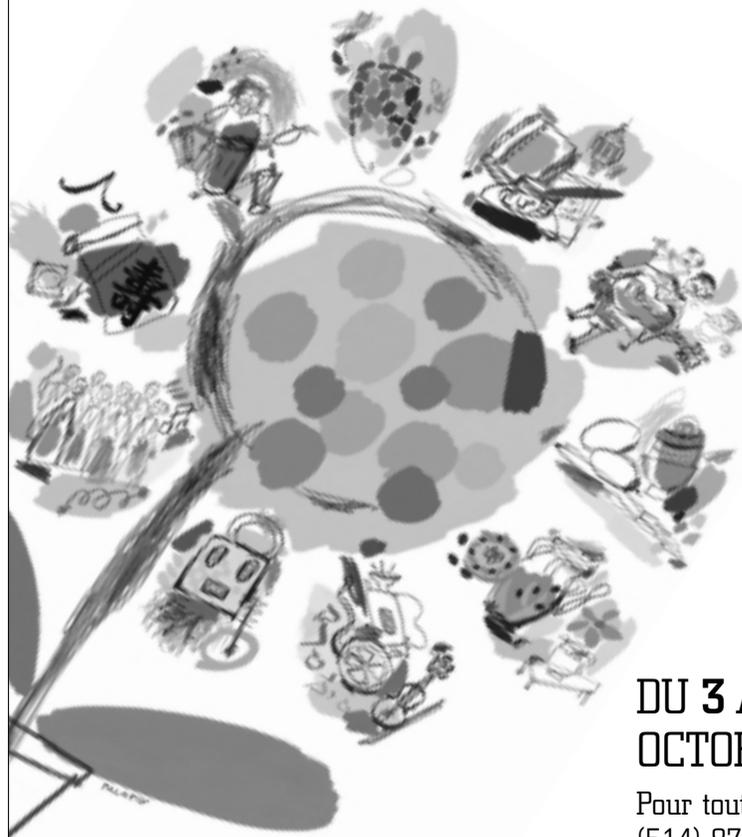
et l'enthousiasme des voyageurs a clairement indiqué que le message était parfaitement reçu. La compétence civique ou la *citoyenneté active* couve et grandit dans l'âme de milliers de Montréalais et ses fruits émergeront tôt ou tard... PP

Le collectif d'animation urbaine *L'Autre Montréal* est un organisme à but non lucratif qui propose une soixantaine de circuits différents pour voir la ville autrement. On peut en savoir plus en téléphonant au 521-7802 ou en visitant le site www.cam.org/autrmtl/

Semaine québécoise des rencontres interculturelles

Un monde de dialogues

Consultez notre site Internet : www.quebecinterculturel.gouv.qc.ca



DU 3 AU 10
OCTOBRE 2004

Pour tout renseignement :
(514) 873-1627
ou 1 866 817-9850

Avec la collaboration de



Relations
avec les citoyens
et Immigration



Aren't cars great

PAUL BLANCHARD

"Cars are great! Fast! Convenient! Sexy! Freedom!"

First, cars are not anywhere near as fast or convenient as they seem. Speed is, of course, the distance you go, divided by the time it takes. Problem is, the time it takes to get somewhere by car is not just the time spent driving. You also spend time – a lot of it – working to pay for your automotive habits. Insurance, gas, depreciation, parking, mechanics – and the cost of your next car.

You work, you pay...and your car sits still. If you figure it out, the typical car delivers not 100, not 60, not 40 kph – but between five and fifteen miles per hour. Some inventions!

"But my car's my freedom"

Think again. According to the Canadian Automobile Association, it costs upwards of \$8000 a year to drive a car. Someone who earns \$40,000 per year – let's say \$30K after deductions and expenses – is working over three months a year just for their car. Freedom to work like a

slave, more likely. And as for 'sexy,' anybody who thinks a car is sexy is out to lunch. People who use cars as status symbols obviously feel they need to prove something. "The bigger the car, the smaller the..." as they say.

That's only the beginning. We haven't begun to talk about the health, social and environmental costs of car dependency – all of which translates directly to your personal well being. Plus the thousands of deaths each year from accidents, smog, climate change, and high stress, rat-race lifestyles.

"But I need my car. How else could I get around?" Aye, there's the rub. We have designed our communities – and many of us have designed our lives – to be car-dependent. If you live in suburbia, work downtown, and have fun somewhere else... the choices may be slim. But there are options. No magic bullet, no glossy advertising – but practical, doable options.

A creative combination of approaches is often the best route. Some of the more obvious ones are public transit, biking, walking and telecommuting. If and when you really need a car, look into car-sharing arrangements, ride sharing, car-pooling, and the occasional use of rentals and taxis. The

costs may be more visible – but they often add up to much less than full-time car ownership.

But it can take more than logic to escape the car gambit. Marketers have cleverly tied the car to our social norms and values. The car is a major symbol of adulthood and independence. Buses and bikes, by comparison, are not considered quite grown up.

Of course, many are not able to escape from car ownership, especially in rural areas. The answers are not simple, and one has to be creative. But as more of us make the leap – or at least take a few steps in the right direction – things will start to improve.

You will not hear this story from the auto industry, nor for the most part, from the media they support. And you probably won't get much help from governments – who are so heavily invested in highways and fossil fuels that they can't see the traffic for the cars.

In today's world, widespread car ownership is neither healthy, convenient nor sustainable. Cars kill, in more ways than one. Isn't there something else you would rather be doing for three months a year. PP